



联合国
粮食及
农业组织

Food and Agriculture
Organization of the
United Nations

Organisation des Nations
Unies pour l'alimentation
et l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная организация
Объединенных Наций

Organización de las
Naciones Unidas para la
Alimentación y la Agricultura

منظمة
الغذية والزراعة
للأمم المتحدة

F

COMITÉ DES FORÊTS

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Rome (Italie), 23-27 juin 2014

RÉDUCTION DES ÉMISSIONS DUES À LA DÉFORESTATION ET À LA DÉGRADATION DES FORÊTS ET SOMMET SUR LE CLIMAT 2014

I. CONTEXTE

1. La foresterie reste un domaine d'action clé pour faire face au changement climatique. L'actualité internationale récente a été marquée, entre autres, par un renforcement du cadre des mesures d'atténuation basées sur les forêts dans le contexte de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), les travaux de préparation du lancement d'initiatives liées aux forêts en vue du sommet de haut niveau sur le climat qui se réunira en septembre 2014 sous l'égide du Secrétaire-général de l'ONU, et la mise en circulation de nouvelles informations sur les forêts dans le Cinquième Rapport d'évaluation (AR5) du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) (2014).

2. Le cinquième rapport du GIEC a souligné l'importance des forêts dans le cycle mondial du carbone et les impacts significatifs du changement climatique sur les forêts. D'après ce rapport, le secteur de l'agriculture, de la foresterie et des autres utilisations des terres (AFAUT) est responsable de 25 pour cent des émissions mondiales de gaz à effet de serre, un niveau significatif quoique légèrement inférieur aux 30 pour cent estimés dans le rapport précédent du GIEC, pour l'ensemble des activités forestières et agricoles. Malgré ce léger progrès, les déboisements et la dégradation des forêts restent d'importantes sources d'émissions. Selon le cinquième rapport, le secteur forestier offre d'importantes possibilités d'atténuation d'un bon rapport de coût-efficacité. Les effets du changement climatique sur les forêts sont visibles dans toutes les régions, et très importants dans la plupart d'entre elles. La mortalité des arbres due à la sécheresse et à la chaleur est particulièrement élevée en Amérique du Nord et le long de la côte septentrionale de la Méditerranée. Compte tenu des effets significatifs qui se font déjà sentir dans les forêts, des mesures d'adaptation doivent être prises sans délai. Les mesures d'atténuation du changement climatique et d'adaptation à ses effets dans le secteur des forêts se renforcent mutuellement et ont des effets de synergie sur le développement.

3. Le cadre des politiques relatives à la réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts, ainsi qu'à la conservation, à la gestion durable des forêts et au renforcement des stocks de carbone forestier (REDD+) au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), a été sensiblement renforcé. Sept décisions relatives au programme REDD+ ont été adoptées à la dix-neuvième Conférence des Parties à la CCNUCC, en novembre 2013. Le «Cadre de Varsovie pour REDD+» est constitué de décisions concernant le

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur internet, à l'adresse www.fao.org.

financement et les arrangements institutionnels de REDD+, et de conseils méthodologiques qui devraient contribuer à rendre l'initiative pleinement fonctionnelle dans le cadre de la CCNUCC. Globalement, ce cadre devrait permettre de renforcer et de reproduire à plus grande échelle les activités REDD+ dans le cadre de la convention. Les questions liées à l'initiative REDD+ figurant à l'ordre du jour de la session de juin 2014 de l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique (SBSTA) de la CCNUCC sont les approches non axées sur le marché (mesures conjointes d'atténuation et d'adaptation) et les avantages non liés au carbone des actions REDD+. En juin, l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique abordera aussi des questions liées à l'agriculture, pour donner suite aux débats de sa session précédente tenue en décembre 2013.

4. Les négociations d'un nouvel accord sur le changement climatique devraient se conclure à la vingt-et-unième Conférence des Parties à la CCNUCC, à Paris, en décembre 2015. Afin de générer une impulsion et un engagement politique de haut niveau en faveur d'un accord ambitieux en 2015, le Secrétaire général de l'ONU, convoque un Sommet sur le climat au siège de l'ONU, le 23 septembre 2014.

5. Une réunion de haut niveau a été tenue à Abu Dhabi les 4 et 5 mai pour jeter les bases du Sommet sur le climat. À cette réunion, dite *Abu Dhabi Ascent*, les gouvernements et d'autres parties prenantes ont débattu de neuf initiatives sur le changement climatique qui devraient être lancées au Sommet sur le climat du Secrétaire général de l'ONU. L'une de ces neuf initiatives proposées concerne les forêts et vise à réduire la déforestation et à favoriser la régénération des forêts. Les actions envisagées sont les suivantes: fixation, par les pays, d'objectifs ambitieux en matière de réduction de la déforestation ou de régénération des forêts dans le cadre de l'accord sur le climat pour l'après-2020; renforcement de l'engagement des pays développés en faveur de REDD+, dans l'accord sur le climat pour l'après-2020; engagement, par les entreprises privées et le secteur public de privilégier des opérations ou des filières de produits de base qui ne contribuent pas aux déboisements, et promotion, par les pays ayant des forêts tropicales, de stratégies d'utilisation durable des terres. Cette initiative s'inscrit dans le droit fil de la réalisation du Défi de Bonn (remise en état de 150 millions d'hectares de terres dégradées d'ici à 2020, grâce à la restauration du paysage forestier) et de l'Objectif d'Aichi n°15 de la Convention sur la diversité biologique (restauration d'au moins 15 pour cent des écosystèmes dégradés d'ici à 2020).

6. L'Alliance en faveur d'une agriculture intelligente face au climat est une autre initiative proposée pour le Sommet sur le climat, qui porte sur les forêts et les arbres. L'Alliance rassemble de multiples parties prenantes en vue de soutenir le savoir, l'investissement et des cadres porteurs pour renforcer la sécurité alimentaire, améliorer la résilience de l'ensemble du secteur agricole (qui comprend l'agriculture proprement dite, l'élevage, la foresterie et les pêches) et atténuer l'impact des activités de ce secteur sur le changement climatique.

II. PRINCIPAUX DOMAINE D'ACTIVITÉ DE LA FAO À L'APPUI DES EFFORTS DE SES ÉTATS MEMBRES EN MATIÈRE D'ATTÉNUATION ET D'ADAPTATION

7. Le changement climatique est un domaine transversal dans le nouveau Cadre stratégique de la FAO; il intéresse tous les objectifs stratégiques même si l'action est surtout concentrée sur l'Objectif stratégique 2 (Intensifier et améliorer de manière durable l'apport de biens et de services issus de l'agriculture, de la foresterie et des pêches) et l'Objectif stratégique 5 (Améliorer la résilience des moyens d'existence face aux catastrophes). Divers mécanismes de coordination interdépartementaux ont été mis en place pour garantir une action coordonnée dans le domaine du changement climatique.

8. La FAO a un certain nombre de programmes qui visent à renforcer les capacités des pays en matière de suivi des forêts et d'évaluation des ressources forestières, pour leur permettre de prendre des décisions en connaissance de cause, en matière d'atténuation et d'adaptation.

9. Le Programme ONU-REDD fournit un appui à 51 pays; 18 pays reçoivent un appui pour élaborer et mettre en œuvre les éléments requis, en vertu des dispositions des Accords de Cancun relatifs à REDD+, pour accéder aux versements de fonds basés sur les résultats; ces éléments sont les

suivants: un système national de suivi des forêts, un niveau de référence pour les forêts ou pour les émissions forestières, une stratégie nationale REDD+ et un système d'information sur le traitement des sauvegardes. Trente-trois autres pays reçoivent un appui ciblé pour certaines activités de préparation à l'initiative REDD+, comme celles indiquées ci-dessus, et dans les domaines de la gouvernance, de la préparation juridique et des régimes fonciers. Par le biais du programme ONU-REDD et de deux projets respectivement financés par les Gouvernements finlandais et allemand, la FAO fournit une assistance à 38 pays pour renforcer leurs systèmes de surveillance des forêts. Les Directives volontaires sur le suivi des ressources forestières nationales, en cours d'élaboration (voir le document 6.3 du Comité des forêts) seront essentielles pour mieux articuler les connaissances et l'appui relatifs aux systèmes de suivi des forêts dans les États Membres.

10. La FAO soutient activement la coopération entre les pays dans le domaine de l'atténuation du changement climatique. Elle appuie notamment la coopération Sud-Sud des pays de la Commission des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC) avec le Brésil dans le domaine du suivi forestier, qui s'est concrétisée dans un projet de coopération, financé par le Fonds pour l'Amazonie, visant à améliorer les infrastructures et les capacités de surveillance des forêts; et les efforts déployés par le Mexique pour renforcer la coopération Sud-Sud en matière de suivi, d'établissement de rapports et de vérification en Més-Amérique. La FAO met aussi en œuvre le projet «Optimiser la production de biens et services par les écosystèmes boisés méditerranéens dans un contexte de changements globaux», qui soutient la coopération intra et interrégionale dans le domaine de l'atténuation du changement climatique. Ce projet est financé par le Gouvernement français et exécuté conjointement avec *Silva Mediterranea*.

11. La FAO facilite la collaboration régionale et sous-régionale sur les forêts et l'adaptation au changement climatique, au moyen d'un certain nombre de projets et d'initiatives. L'Organisation conduit le Partenariat de collaboration sur les forêts méditerranéennes, qui promeut l'adaptation des forêts méditerranéennes dans le contexte d'une plateforme régionale à laquelle participent l'Algérie, le Maroc, le Liban, la Tunisie et la Turquie. Elle facilite aussi la coopération sous-régionale en Afrique australe, en Europe centrale, dans le Bassin du Nil et dans les Caraïbes. Dans le cadre du suivi des ateliers tenus en 2013 et au début 2014, la FAO élabore, en concertation avec les pays intéressés, des propositions et recherche des financements pour des projets de coopération sous-régionale sur les forêts et l'adaptation au changement climatique.

12. Les Directives relatives au changement climatique à l'intention des gestionnaires forestiers (FAO, 2013) ont été utilisées au Kenya, au Népal et au Pérou en vue de stimuler des débats de parties prenantes au niveau national et des consultations au niveau local, ayant pour finalité l'élaboration de plans d'action visant à faciliter la tâche des gestionnaires des forêts, dans le domaine de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets. Le Plan est en cours d'exécution au Kenya.

13. La FAO contribue à l'élaboration de l'initiative sur les forêts qui sera lancée au Sommet en septembre et elle est fermement déterminée à aider par la suite les États Membres à la mettre en œuvre. L'Objectif «Zéro déforestation illégale» de la FAO et son mécanisme de restauration du paysage forestier sont les principaux moyens de soutenir la mise en œuvre de l'initiative sur les forêts et le climat.

14. La FAO s'efforce, au sein du noyau de partenaires volontaires, de faciliter la création de l'Alliance en faveur d'une agriculture intelligente face au climat, qui rassemblera des pays, des entités du secteur privé, des organisations de la société civile et des organisations internationales. Le Département des forêts de la FAO veille à ce que les questions forestières soient bien prises en compte dans l'Alliance et promeut des décisions rationnelles en matière d'utilisation des terres et une action coordonnée dans les secteurs de l'agriculture et de la foresterie.

III. LA VOIE À SUIVRE

15. Les forêts resteront une option majeure pour mettre en œuvre des mesures d'atténuation efficaces par rapport au coût et susceptibles de fournir des avantages socioéconomiques et environnementaux importants, en termes d'amélioration de la sécurité alimentaire, de lutte contre la pauvreté et de durabilité environnementale. Réciproquement, les mesures d'adaptation basées sur les

forêts, telles que la régénération des forêts, auront souvent des effets positifs, en termes d'atténuation. La CCNUCC prend en compte les liens entre l'atténuation et l'adaptation dans la discussion des approches non axées sur le marché liées à l'Initiative REDD+. Parallèlement à la mise en place d'un cadre de politique et d'incitations aux niveaux national et international, visant à maximiser les synergies entre les mesures d'adaptation et d'atténuation basées sur les forêts, il faudrait promouvoir des méthodes et des outils visant à faciliter l'évaluation des synergies et des arbitrages et documenter, compiler et partager les expériences des pays afin d'éclairer la prise de décisions sur les politiques forestières, la planification et la mise en œuvre.

16. La coordination entre les secteurs, en particulier entre la foresterie et l'agriculture, mais aussi entre la foresterie et l'énergie, est essentielle pour adopter une approche cohérente de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets. Certains pays préconisent une approche de comptabilisation du changement climatique fondée sur l'utilisation des terres dans l'accord de 2015 sur le changement climatique, et l'Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique de la CCNUCC examine actuellement les questions relatives à l'agriculture. L'amélioration des liens entre l'agriculture et la foresterie dans les politiques internationales sur le changement climatique, dans les politiques nationales, et sur le terrain, au niveau des paysages, nécessitera des informations fiables, des mécanismes de coordination efficaces et des processus ouverts à toutes les parties prenantes.

17. Les contributions des forêts et des arbres à la sécurité alimentaire (découlant des mesures d'atténuation et d'adaptation) devraient être considérées comme des éléments importants des stratégies et des programmes agricoles intelligents face au climat. Une compréhension claire et généralisée des rôles des forêts et des arbres dans les stratégies d'agriculture intelligente face au climat faciliterait l'élaboration de stratégies et de programmes intégrés propres à maximiser les synergies et à concilier les impératifs des différents secteurs.

IV. POINTS À EXAMINER

18. Le Comité pourrait souhaiter inviter les pays à:

- soutenir l'Initiative sur les forêts qui sera lancée au Sommet sur le climat du Secrétaire général de l'ONU, en septembre 2014, notamment en réaffirmant leur engagement de réduire la déforestation et la dégradation des forêts et d'accélérer la régénération des forêts et la remise en état des forêts dégradées, conformément au Défi de Bonn et à l'Objectif d'Aichi n°15, tout en veillant à ce que le rôle de la FAO soit à la hauteur de son mandat, de son expertise, de ses ressources et de son rang de chef de file pour les questions mondiales intéressant les forêts;
- étudier les synergies et les arbitrages entre l'atténuation du changement climatique et l'adaptation à ses effets dans leurs stratégies et plans relatifs au secteur forestier et en tenir compte dans leurs stratégies nationales relatives au changement climatique (y compris dans les Plans d'adaptation nationaux, et les stratégies REDD+), ainsi que dans leurs stratégies liées aux forêts;
- renforcer les mécanismes de coordination intersectorielle et de consultation des parties prenantes pour améliorer les politiques et les plans d'utilisation des terres, y compris en luttant contre les facteurs de la déforestation, et optimiser les liens entre l'agriculture et la foresterie, leurs contributions à l'atténuation du changement climatique et à l'adaptation à ses effets.

19. Le Comité pourrait souhaiter prendre acte de l'appui actif et varié apporté jusqu'à présent par la FAO aux pays dans le domaine de l'atténuation et de l'adaptation et demander à la FAO de:

- continuer à fournir une assistance aux pays pour leur permettre d'entreprendre des actions d'atténuation et d'adaptation basées sur les forêts, et d'établir et de renforcer leurs systèmes nationaux de suivi des forêts qui fourniront les données et les informations requises aux fins de la formulation des politiques, de la planification et de l'établissement des rapports internationaux;
- fournir un appui aux pays afin qu'ils puissent intégrer les forêts et les arbres dans leurs plans nationaux d'adaptation et dans des mesures d'atténuation appropriées au niveau national;

- assumer un rôle de chef de file et travailler en partenariat avec d'autres organisations pour aider les pays à mettre en œuvre l'initiative sur les forêts qui devrait être lancée au Sommet sur le climat du Secrétaire général de l'ONU, conformément à l'Objectif «Zéro déforestation illégale» et aux différentes activités menées dans ce domaine (REDD+, suivi national des forêts, gestion forestière, mécanisme de restauration du paysage forestier, etc.);
- renforcer l'appui qu'elle fournit aux pays pour la mise en œuvre de leurs stratégies REDD+ et leurs efforts d'adaptation dans le secteur forestier, à la fois grâce aux activités de gestion durable des forêts relevant de son programme ordinaire, et à une intensification de ses efforts rendue possible par la mobilisation de ressources financières additionnelles;
- clarifier et démontrer le rôle des forêts et des arbres et de la planification de l'utilisation des terres dans l'Alliance en faveur d'une agriculture intelligente face au climat et aider les pays à créer des liens étroits entre les initiatives d'agriculture intelligente face au climat et REDD+, tant au niveau des politiques que sur le terrain.